

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-37 du 7 novembre 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. La Maison-Blanche publie deux décrets présidentiels mettant en œuvre les engagements tarifaires de l'accord de Kuala-Lumpur

Climat – énergie – environnement

Brèves

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

2. En dépit des victoires démocrates, l'électorat agricole et rural de Virginie est resté très fidèle au parti Républicain lors des élections du 4 novembre.

Numérique et innovation

3. Les États-Unis signent de nouveaux « accords sur la prospérité technologique » avec le Japon et la Corée du Sud

Santé

4. La Maison Blanche annonce des accords sur la tarification des traitements anti-diabète et anti-obésité d'Eli Lilly et Novo Nordisk aux États-Unis

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La Maison-Blanche publie deux décrets présidentiels mettant en œuvre les engagements tarifaires de l'accord de Kuala-Lumpur

Le 4 novembre, la Maison-Blanche a publié deux décrets présidentiels visant à mettre en œuvre les concessions tarifaires accordées à Pékin le 30 octobre lors de la conclusion de « l'Accord conjoint de Kuala Lumpur » (*Kuala Lumpur Joint Arrangement*), selon les modalités initialement évoquées au niveau des Ministres, en amont de la rencontre des Chefs d'Etat en Corée du sud, et comme elles avaient été annoncées dans une [factsheet](#) ce samedi.

- Le [premier décret](#) acte la diminution des droits dits « fentanyl » de 20% à 10% à partir du 10 novembre 2025. Selon le décret, les Etats-Unis se sont engagés à réduire ce taux en contrepartie d'un engagement de la Chine à « prendre des mesures importantes pour mettre fin à l'afflux de fentanyl vers les Etats-Unis, notamment en cessant l'expédition de certains produits chimiques désignés vers l'Amérique du Nord et en contrôlant strictement les exportations de certains autres produits chimiques vers toutes les destinations dans le monde ».
- Le [second décret](#) proroge pour un an la trêve commerciale conclue à Genève le 10 mai, maintenant les droits dits « réciproques » au taux de 10%. Selon le décret, en échange de cette prorogation, la Chine s'est engagée à i) « reporter et effectivement éliminer les contrôles à l'exportation actuels et proposés » sur les terres rares et d'autres minéraux critiques, ii) mettre fin aux mesures de rétorsion visant les fabricants américains de semi-conducteurs et les autres entreprises de la chaîne d'approvisionnement du secteur, iii) accroître ses importations de produits agricoles américains (soja, sorgho et bois), et iv) suspendre ou supprimer ses contremesures visant les Etats-Unis.

A l'issue de ces deux décrets, les droits de douane américains à l'égard de la Chine se situent à un niveau autour de 47% en moyenne, contre un taux d'environ 33% appliqué par la Chine.

Brèves

- Le 05 octobre, la Cour suprême a entendu les [arguments](#) en faveur et contre le maintien des droits de douane imposés par le président Trump en vertu de la loi sur les pouvoirs

économiques d'urgence internationale (IEEPA), dans l'affaire Learning Resources, Inc. c. Trump, président des États-Unis.

- L'audience relative à la révision de l'Accord États-Unis–Mexique–Canada (USMCA), exigée par la loi pour 2026 et initialement fixée au 17 novembre, est désormais programmée pour les 3 au 5 décembre 2025, selon un [avis](#) de l'USTR qui doit paraître officiellement vendredi dans le registre fédéral.
- Le 4 novembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) huit individus et deux entités pour leur rôle dans le blanchiment de fonds issus de diverses activités illicites nord-coréennes.
- Le 6 novembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) trois individus pour leur rôle dans le financement du Hezbollah.

Climat – énergie – environnement

Brèves

- L'Agence d'information sur l'Énergie (EIA) a [publié](#) le 31 octobre une étude indiquant qu'au premier semestre 2025, les États-Unis ont exporté 46,8 millions de tonnes courtes (environ 42,4 millions de tonnes ou Mt) de charbon, ce qui correspond à un recul de 11 % par rapport à la même période en 2024. Les exportations de charbon thermique se sont établies à 22,5 Mt (-10 %) et celles de charbon métallurgique à 24,2 Mt (-13 %). L'EIA indique que la baisse est principalement due aux importations de la Chine, qui représente 73 % du recul total, en raison de droits de douane supplémentaires imposés sur le charbon américain (15 % en février, puis 34 % en avril).
- Le Département de l'Énergie (DoE) a [publié](#) le 31 octobre un appel à projets offrant jusqu'à 100 M\$ de financement fédéral pour la rénovation et la modernisation des centrales thermiques à charbon existantes aux États-Unis. Le DoE précise que cette initiative complète l'investissement annoncé en septembre visant à contribuer à hauteur de 625 M\$ dans le développement de l'industrie charbonnière américaine. Les projets attendus doivent viser à améliorer l'efficacité énergétique, la fiabilité et la durée de vie des centrales, ainsi que leur flexibilité opérationnelle. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 7 janvier 2026.
- Le Département de l'Énergie (DoE) a [publié](#) le 4 novembre une Request for Offer (RFO) visant à recevoir des propositions de

sociétés souhaitant construire et alimenter des centres de données pour l'intelligence artificielle (IA) sur son site de Paducah. Le DoE précise que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la politique de promotion du leadership américain en matière d'IA et de valorisation des terres fédérales pour des projets d'infrastructure et de production d'énergie, conformément à plusieurs décrets exécutifs de l'administration Trump. Les entreprises américaines peuvent soumettre des propositions pour conclure un ou plusieurs contrats de location à long terme, entièrement financés par les candidats, incluant la construction, l'exploitation et le démantèlement des installations. Elles doivent également obtenir les accords de raccordement au réseau électrique. Les propositions seront évaluées sur la maturité technologique, la viabilité financière et la capacité à réaliser les démarches réglementaires et administratives. Le DoE prévoit des journées d'information et des visites de site pour les candidats avant la date limite de soumission, fixée au 30 janvier 2026.

- L'Agence d'information sur l'Energie (EIA) a [publié](#) le 5 novembre une étude indiquant que la production américaine de pétrole brut et de gaz naturel dans les Lower 48 states (L48, c'est-à-dire les États contigus à l'exclusion de l'Alaska, Hawaï et des zones offshore fédérales du golfe du Mexique et du Pacifique) repose sur la mise en service régulière de nouveaux puits pour compenser le déclin naturel des puits existants. Entre 2010 et 2024, la production des nouveaux puits a généralement dépassé les pertes dues au déclin des puits anciens. En décembre 2024, la production de pétrole brut dans les L48 s'élevait à 11,2 millions de barils par jour (Mb/j), portée par plus de 15 000 nouveaux puits, dont 11 700 puits horizontaux, compensant le recul de 4,3 Mb/j des puits existants. Pour le gaz naturel, la production a atteint 116,5 milliards de pieds cubes par jour (Bcf/j) (soit environ 3 296 millions de m³/j ou Mm³/j), grâce à 28 Bcf/j (environ 793 Mm³/j) produits par les nouveaux puits. L'EIA précise que les puits horizontaux, qui représentent 94 % de la production pétrolière et 92 % de la production gazière, permettent une récupération rapide mais présentent des taux de déclin plus élevés que les puits verticaux.

Industrie

Brèves

- Le 27 octobre 2025, Qualcomm a [annoncé](#) le lancement de deux nouvelles puces d'intelligence artificielle pour data centers. Baptisées AI200 et AI250, ces deux nouvelles puces, respectivement commercialisées en 2026 et 2027, sont spécifiquement conçues pour l'inférence des modèles d'IA. Ce lancement marque une volonté du groupe, auparavant centré sur les semi-conducteurs pour la connectivité sans fil et les appareils mobiles, de se positionner sur le marché des infrastructures IA en plein essor. A la suite de cette annonce, l'action de Qualcomm a grimpé de 11% dans la journée.
- Le 30 octobre 2025, Nvidia et Samsung ont [annoncé](#) un partenariat stratégique, qui prévoit l'achat et le déploiement par Samsung de 50 000 processeurs graphiques (GPU) Nvidia Blackwell. Ces processeurs graphiques seront utilisés dans le cadre de la construction d'une « méga-usine d'IA » par Samsung pour accélérer la fabrication, par l'intégration de l'IA, de ses prochaines générations de puces pour smartphones et tablettes, mais aussi pour la robotique. Nvidia avait également annoncé quelques jours plus tôt des accords pour la construction d'usines d'IA, avec Hyundai et le conglomérat coréen SK Group.
- Le 3 novembre 2025, les producteurs américains de pétrole et de gaz SM Energy et Civitas Ressources ont [annoncé](#) se regrouper dans le cadre d'une fusion pour un montant de 12,8 Md\$ dette comprise. La nouvelle entité créée, qui sera dirigée par la présidente de SM Energy Beth McDonald et détenue à 52% par les actionnaires de Civitas, a vocation à étendre la présence de SM dans le bassin permien - gisement pétrolier qui s'étend de l'ouest du Texas au sud-est du Nouveau-Mexique- et à accélérer ses efforts de réduction de sa dette.
- Le 4 novembre 2025, l'entreprise d'emballage industriel TriMas Corp a [annoncé](#) vendre sa branche aérospatiale à une filiale de la société d'investissement privée Tinicum pour un montant de 1,45 Md\$, afin de se recentrer sur ses activités de production d'emballage, à marge plus élevée. Les fonds gérés par Blackstone seront également des investisseurs minoritaires dans la transaction, qui sera réalisée entièrement en numéraire d'ici la fin du premier trimestre 2026.

Agriculture et industrie agroalimentaire

2. En dépit des victoires démocrates, l'électorat agricole et rural de Virginie est resté très fidèle au parti Républicain lors des élections du 4 novembre.

Si la consultation électorale du 4 novembre 2025 a concerné un nombre restreint d'électeurs au niveau national, en revanche, certains enseignements peuvent en être tirés et notamment s'agissant des votes intervenus dans l'Etat de Virginie.

La Virginie est un Etat très représentatif des Etats-Unis avec des zones urbaines (le grand Washington, Richmond), péri-urbaines mais aussi rurales. Avec 40 000 exploitations agricoles, la Virginie est également représentative de l'agriculture américaine avec des productions diversifiées : grandes cultures comme le maïs, élevage (volaille, lait, bovins), cultures spécialisées (fruits et légumes) et viticulture.

Sur un plan politique, et pour toutes les raisons évoquées précédemment, la consultation électorale revêtait un intérêt tout particulier pour mesurer l'impact de la politique mise en œuvre par la nouvelle administration Trump sur le vote des populations agricoles et rurales. Sur la base d'une analyse fine des résultats électoraux au niveau de chaque comté de l'Etat, force est de constater que le Président a parfaitement maintenu ses positions acquises lors des élections du 5 novembre 2024 auprès de l'électorat républicain des zones les plus agricoles et rurales de l'Etat alors que le très sensible recul observé dans les zones urbaines ont coûté à son parti la perte du governorat de Virginie.

Le Président Trump avait [perdu](#) l'Etat de Virginie dans un rapport de 47% à 53% à son adversaire Kamala Harris, lors de l'élection de novembre 2024.

Au soir du 4 novembre 2025, les Démocrates ont repris l'Etat de Virginie aux Républicains avec des scores compris dans une fourchette de 57,3% à 52,9% selon les trois postes à pourvoir ([gouverneur](#), [lieutenant-gouverneur](#) et [avocat général](#)). Compte tenu de l'équation personnelle très contrastée des trois candidats démocrates, il est pertinent de retenir un poids moyen des Démocrates lors de cette consultation de 55,1%, soit un gain de 2,1% par rapport au score obtenu par Kamala Harris un an auparavant.

Ce score moyen de +2,1% recouvre une très nette différence selon les résultats enregistrés dans les comtés les plus urbains et les comtés les plus agricoles de l'Etat. En effet, si l'on mesure les résultats dans

les cinq plus grandes circonscriptions de l'Etat (plus du quart de la population totale de l'Etat), proches ou frontalières de la capitale fédérale, le score démocrate moyen atteint 70%, en hausse de +3,4% par rapport au score de Kamala Harris. On rappellera que dans cet échantillon de quatre comtés et de la ville d'Alexandria, se concentrent la majorité des employés fédéraux et la plus grande partie des populations non blanches de l'Etat (29%).

En revanche, dans les 19 comtés les plus agricoles de l'Etat de Virginie, représentant 7% de la population totale de l'Etat, les résultats électoraux sont très différents. Les candidats démocrates y ont réuni en moyenne 30,7% des suffrages, là où la candidate Kamala Harris avait remporté 30,6% des votes le soir du 5 novembre 2024. Autrement dit, les candidats républicains ont obtenu quasiment le même pourcentage de vote (à 0,1 point près) que le candidat Donald Trump. Cette stabilité du vote agricole et rural en faveur des Républicains est d'autant plus notable que, depuis plusieurs mois, les représentants professionnels du secteur ainsi qu'un certain nombre d'élus républicains critiquaient de plus en plus ouvertement la politique de l'Administration. Les effets collatéraux dommageables, selon eux, de la politique tarifaire (arrêt des exportations de soja vers la Chine, conséquences du plan de renflouement financier du concurrent argentin) ou bien l'attente d'un plan de sauvetage pour les agriculteurs les plus en difficulté, promis mais non concrétisé, figuraient parmi les griefs principaux.

Après cette consultation, et dans la perspective des élections de mi-mandat de 2026, la base agricole et rurale de la coalition MAGA apparaît toujours très solide.

Brèves

- D'après une [étude](#) de l'American Farm Bureau Federation, les contrats à terme sur les bovins ont chuté de 8% la semaine dernière. L'étude attribue cette baisse à l'annonce du président Donald Trump, selon laquelle il souhaiterait quadrupler le contingent tarifaire pour le bœuf en provenance d'Argentine, dans le but de faire baisser les prix à la consommation. Selon l'auteur de l'article, cette mesure n'aura qu'un effet minime sur les prix payés par les consommateurs, mais pourrait entraîner, si les prix des contrats à termes ne se redressent pas, une baisse des prix versés aux éleveurs américains qui réduira leurs revenus et freinera la reconstitution du cheptel.
- La secrétaire à l'Agriculture, Brooke Rollins, a rencontré le 2 novembre la présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, et le Ministre de l'Agriculture, Julio Berdegué, afin de faire le point

sur la menace que représente le ver du Nouveau Monde. Lors de cette visite, la secrétaire américaine a salué les progrès réalisés par le Mexique dans la lutte contre ce ravageur, responsable de lourdes pertes pour le bétail. Ce parasite a été détecté à plusieurs reprises au Mexique, notamment dans un rayon de 110 kilomètres de la frontière du Texas, poussant l'administration américaine à suspendre les importations de bovins depuis le mois de mai. Cette fermeture affecte environ 250 000 têtes de bétail en attente d'entrée aux États-Unis. Brooke Rollins a [précisé](#) qu'aucun calendrier de réouverture n'était encore fixé, estimant nécessaire de garantir une sécurité sanitaire totale avant toute décision.

Numérique et innovation

3. Les États-Unis signent de nouveaux « accords sur la prospérité technologique » avec le Japon et la Corée du Sud

L'administration américaine a [annoncé](#) la signature de *Technology Prosperity Deals* (TPD) avec le [Japon](#), le 28 octobre, et la [Corée du Sud](#), le 29 octobre, visant à « accroître l'interaction » des États-Unis avec les écosystèmes scientifiques et technologiques des deux pays en (i) « harmonisant les approches réglementaires et de standardisation », (ii) « accélérant la recherche et le développement », et (iii) « renforçant la sécurité nationale » des pays signataires. Les TPD s'inscrivent dans le cadre d'accords commerciaux plus larges conclus avec la Corée et le Japon lors de la visite de D. Trump en Asie de l'Est à la fin du mois d'octobre, et prolongent la dynamique initiée par le *Tech Prosperity Deal* conclu avec le Royaume-Uni le 18 septembre (voir [brèves sectorielles du 19 septembre 2025](#)).

Bien que moins exhaustifs que ce dernier, ces nouveaux accords adoptent une structure similaire et reprennent certains de ses éléments, notamment en ce qui concerne les champs technologiques concernés. Ils prévoient ainsi la promotion de la coopération dans les secteurs de l'IA, des réseaux et de la connectivité, ainsi que des technologies quantiques. En matière d'IA, les TPD signés avec le Japon et la Corée prévoient la promotion conjointe de « cadres réglementaires favorables à l'innovation » (*pro-innovation AI policy frameworks*) et le développement commun de standards, grâce à une coopération renforcée entre les organismes nationaux de standardisation et de sécurité en matière d'IA des deux pays et le *U.S. Center for AI Standards and Innovation* (CAISI). Pour la Corée, cette coopération mentionne explicitement un engagement

pour « réduire les charges opérationnelles des innovateurs et des entreprises technologiques », avec une attention particulière portée à « la suppression des obstacles aux architectures d'hébergement de données innovantes, fiables et respectueuses de la vie privée » et à l'instauration d'un « environnement favorable aux plateformes d'applications numériques ». Les signataires s'engagent enfin également à encourager l'adoption de technologies d'IA nationales et à en soutenir l'exportation, afin de proposer des offres couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur (*full stack*).

Ces accords introduisent également des dispositions nouvelles. Ils incluent notamment une mention explicite du bien-être des enfants dans le développement et la diffusion des technologies émergentes, particulièrement de l'IA, ainsi que la mise en œuvre conjointe de mesures protectrices pour l'exportation vers des pays tiers de technologies avancées, en particulier concernant l'infrastructure de calcul pour l'IA.

Comme pour les accords précédents, ces *TPD* ne prévoient ni obligations légales ni engagements financiers. L'accord conclu avec le Japon repose sur une « reconnaissance » partagée des termes de l'accord, tandis que celui signé avec la Corée prévoit une mise en œuvre au travers de réunions régulières d'un « comité conjoint ».

Brèves

- Le 3 novembre, [OpenAI](#) et [Amazon](#) ont annoncé la signature d'un « partenariat stratégique » prévoyant la mise à disposition, pour une durée de sept ans, de l'infrastructure de calcul du géant de l'e-commerce au profit de la start-up d'IA. D'un montant total estimé à 38 Mds\$, l'accord prévoit la mise en place de capacités de calcul dédiées, reposant sur des puces Nvidia, pour l'entraînement et l'inférence des modèles d'OpenAI.
- Le 4 novembre, le PDG de la société Epic Games — connue notamment pour le jeu vidéo Fortnite — a [annoncé](#) que son groupé est parvenu à un accord dans le cadre du contentieux antitrust l'opposant à Google, accusé et reconnu coupable de pratiques monopolistiques sur le marché des applications Android via le Google Play Store (voir brèves sectorielles du 5 septembre 2025). Selon les termes de l'accord, Google s'engagerait notamment à autoriser l'installation de magasins d'applications tiers, à réduire les commissions facturées aux développeurs sur Google Play, et à permettre des paiements intégrés dans des applications tierces ou via internet. L'entrée en vigueur de l'accord resterait conditionnée à l'approbation du juge en charge de l'affaire.

- Le 5 novembre 2025, Snap Inc., l'entreprise derrière la plateforme Snapchat qui compte près d'un milliard d'utilisateurs actifs mensuels, a [annoncé](#) un partenariat avec Perplexity AI, un moteur de recherche basé sur l'intelligence artificielle. Selon les termes de l'accord, Snapchat intégrera ce moteur de recherche directement dans son interface. En échange, Perplexity versera 400 M\$ à Snap sur une période d'un an.
- Le 5 novembre 2025, Bloomberg a [rapporté](#) qu'Apple aurait conclu un accord avec Google pour intégrer un modèle d'IA de l'entreprise dans son assistant vocal Siri, afin de refondre celui-ci et d'en améliorer les performances. Cet accord s'élèverait à 1 Mds\$ par an.

Santé

4. La Maison Blanche annonce des accords sur la tarification des traitements anti-diabète et anti-obésité d'Eli Lilly et Novo Nordisk aux Etats-Unis

Lors d'une cérémonie à la Maison Blanche le 6 novembre, Donald Trump a [annoncé](#) avoir conclu des accords avec les géants pharmaceutiques américains Eli Lilly et danois Novo Nordisk, aux termes desquels ces derniers accepteraient de baisser significativement les prix de leurs traitements phares contre le diabète et l'obésité aux Etats-Unis.

En particulier, selon la fiche technique [publiée](#) par la Maison Blanche dans la foulée de l'annonce, les traitements anti-diabétique Ozempic et anti-obésité Wegovy (Novo Nordisk) seraient proposés à la vente au prix de 350 \$/mois via la nouvelle plateforme gouvernementale de vente directe TrumpRx (au lieu d'un prix indiqué de 1000 à 1350 \$/mois actuellement) et les traitements Zepbound et Orforglipron (Eli Lilly) seraient proposés via cette même plateforme pour 346 \$/mois en moyenne (au lieu de 1086 \$/mois actuellement). L'accord viserait aussi un prix de 150 \$/mois pour les futurs traitements par prise orale (plutôt que par injection) en voie de développement par les deux entreprises dès lors que leur mise sur le marché aura été approuvée par la Food and Drug Administration (FDA). Les patients couverts par Medicare et Medicaid pourraient quant à eux accéder aux traitements Ozempic, Wegovy, Mounjaro et Zepbound au prix de 245 \$/mois, ce qui représente selon la Maison Blanche moins de la moitié du prix qui était envisagé par l'administration Biden pour ces traitements via le processus de négociation des prix de l'*Inflation Reduction Act*. La fiche technique

comporte aussi le détail des prix négociés pour trois autres traitements via TrumpRx.

L'accord prévoit aussi, toujours selon la Maison Blanche, qu'Eli Lilly et Novo Nordisk garantissent des « prix MFN » pour tous les nouveaux traitements qu'ils mettront sur le marché à l'avenir et rapatrient aux Etats-Unis les éventuels revenus additionnels générés à l'étranger sur leurs produits existants.

Enfin, la fiche technique indique que Novo Nordisk s'est engagé à investir 10 Md\$ additionnels aux Etats-Unis, et rappelle qu'Eli Lilly a déjà annoncé investir au moins 27 Md \$ dans le développement de son empreinte américaine.

La Maison Blanche note que ces deux accords portent à cinq le nombre d'entreprises pharmaceutiques ayant accepté de baisser le prix de leurs traitements aux Etats-Unis, après les accords conclus avec Pfizer, AstraZeneca, et EMD Sorono [voir Brèves sectorielles des [3 octobre 2025](#) et [17 octobre 2025](#)].

Comme pour ces trois accords précédemment annoncés, la Maison Blanche n'a pas précisé prévoir l'exemption d'Eli Lilly et Novo Nordisk de futurs droits de douane, mais les deux entreprises ont indiqué dans des communications de presse séparées ([ici](#) pour Lilly et [ici](#) pour Novo) avoir obtenu trois années d'exclusion de ces mesures tarifaires.

Novo Nordisk a aussi [précisé](#) s'attendre à ce que ces baisses de prix sur le marché américain aient un impact négatif largement inférieur à -10% (« *negative low single-digit impact* ») sur son chiffre d'affaires global en 2026.

De son côté, Eli Lilly a [annoncé](#) que ses traitements Zepbound et Orforglipron, déjà disponibles en vente directe sur la plateforme de l'entreprise LillyDirect, seraient désormais disponibles sur cette plateforme aux prix réduits de 299\$ à 499\$/mois (selon la dose) pour Zepbound et 149 \$-399\$ pour Orforglipron.

Parallèlement à ces annonces, la FDA a [publié](#) aujourd'hui une liste de six traitements qui bénéficieront de procédures accélérées lors de leur examen de mise sur le marché aux termes du programme pilote dit « de priorité nationale » mis en place par cette agence en juin dernier. Les traitements Wegovy de Novo Nordisk et Orforglipron d'Eli Lilly figurent parmi les six traitements retenus. Un lien entre les deux annonces n'a pas été officiellement reconnu par l'administration à ce stade.

Brèves

- Le 4 novembre, la Federal Trade Commission a [adressé](#) une lettre aux avocats de l'entreprise pharmaceutique danoise Novo Nordisk et à l'américaine Metsera, indiquant que l'offre d'achat de la seconde par la première, rendue publique la semaine dernière [voir [Brèves sectorielles du 31 octobre 2025](#)] à la suite de l'offre initiale de Pfizer [voir [Brèves sectorielles du 26 septembre 2025](#)], « pourrait enfreindre les dispositions procédurales » d'une loi du droit de la concurrence américain prévoyant un examen préalable à la fusion. Toutefois, le lendemain, un juge de l'Etat du Delaware a aussi [rejeté](#) la demande de Pfizer, visant à bloquer temporairement cette contre-offre d'achat de Metsera par l'entreprise danoise. Le Financial Times a également [rapporté](#) ce 5 novembre que Pfizer avait relevé son offre initiale au niveau de celle de Novo Nordisk afin de conserver son emprise sur Metsera.
- Le 5 novembre, l'entreprise de dispositifs médicaux américaine Illumina a [indiqué](#) que le Ministère du Commerce chinois avait annoncé la levée de son interdiction d'importation des séquenceurs génétiques de l'entreprise, mise en place en mars dernier dans un contexte de hausse de tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine [voir [Brèves sectorielles du 7 mars 2025](#)].
- Le 5 novembre, l'entreprise de dispositifs médicaux allemande Siemens Healthineers a [estimé](#) que l'impact des droits de douane américains sur ses activités doublerait en 2026 pour atteindre environ 400 M € (après 200 M € en 2025). Le directeur financier de l'entreprise a précisé que les mesures d'atténuation de cet impact envisagées par Siemens Healthineers étaient pour l'instant en partie retardées en raison de l'incertitude sur l'environnement commercial et de la dépendance à des centres d'expertise très spécialisé et difficilement délocalisables.

- Le 6 novembre, à l'occasion d'un échange avec les actionnaires d'AstraZeneca, le CEO de l'entreprise pharmaceutique britannique Pascal Soriot a [indiqué](#) que cette dernière serait « capable d'absorber l'impact » de l'accord de tarification de ses traitements conclu avec l'administration américaine le mois dernier [voir [Brèves sectorielles du 17 octobre 2025](#)].

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)